

UNE RETRAITE À TAUX PLEIN POUR TOUS

L'ARGENT EXISTE POUR LES RETRAITES !

**Supprimer les exonérations
de cotisations patronales :
+ 26 milliards d'€**

Cela permettrait aussi de combattre la politique de bas salaires qui handicape la consommation et donc la croissance.

**Faire cotiser les revenus financiers des entreprises au même taux que les salaires :
+ 10 milliards d'€**

Cela rendrait moins juteux les placements spéculatifs et contribuerait ainsi à réorienter l'argent vers l'emploi.

**Faire cotiser les stock-options et les parachutes dorés versés aux PDG des grandes sociétés :
+ 7 milliards d'€**

C'est la proposition de la Cour des Comptes qui constate que ces revenus liés au travail devraient être mis à contribution.

... des chiffres à comparer avec :

Le déficit actuel de la Sécu :

12 milliards d'€

Le coût du retour à 37,5 annuités pour tous avec 75% du salaire :

10 milliards d'€

Sarkozy prétend que la France n'a pas les moyens de financer son système social. « *Puisque vous vivez plus longtemps, travaillez plus longtemps ! Les 40 annuités, la décote, ce n'est pas négociable car on ne peut pas faire autrement* » nous dit-il.

C'est un mensonge.

Le pays est riche. L'argent coule à flot pour les actionnaires, les stock-options, la spéculation financière tous azimuts. Les chiffres parlent d'eux-mêmes.

En réalité, le pouvoir met tout en œuvre pour défendre les profits et les grandes fortunes.

En s'attaquant aux régimes spéciaux il veut, comme pour le régime général, baisser le niveau des retraites pour libérer l'argent et répondre aux exigences du Medef.

La véritable question est donc : quelle part de richesses la collectivité nationale décide de consacrer aux nouveaux besoins nés de l'évolution démographique ?

Financer la retraite à taux plein pour tous dans le public et dans le privé, impose de passer de 12,6 % à 18,5 % du PIB jusqu'en 2040. Ils seront largement assurés par le doublement des richesses créées dans le même temps par la croissance, à la condition indispensable de s'attaquer aux vrais privilèges : ceux des gros actionnaires du CAC 40 et des marchés financiers.

L'actuelle offensive contre les retraites s'inscrit dans une cohérence globale de la politique du gouvernement.

Denis Kessler du Medef l'a dévoilé en affirmant il y a peu : « Il s'agit de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance, tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952 ».

L'objectif : transférer toujours plus de richesses du travail vers le capital, et pour cela s'attaquer aux garanties sociales et aux acquis démocratiques conquis par les générations précédentes.

Leur idéal ? Une société à l'américaine pilotée par la loi du « chacun pour soi » et impitoyable pour les plus démunis.

Oui, c'est bien tout le modèle social français basé sur la solidarité, avec le principe de la sécurité sociale et de la retraite par répartition, avec les notions d'entreprise et de service publics et leurs statuts qui sont en ligne de mire.

Le mouvement qui se développe est une chance pour le pays et l'ensemble du monde du travail.

Il porte en effet l'exigence d'en finir avec des reculs sociaux sans fin qui débouchent sur une société plus inégalitaire, plus dure et plus injuste.

Sortir notre pays et notre peuple de l'ornière implique d'autres orientations.

Élargir encore le rassemblement, gagner la bataille de l'opinion publique sont les conditions pour que ce mouvement l'emporte, et pour construire un autre avenir que celui auquel nous destinent Sarkozy et le Medef.